

**Bilan politique
de la gauche abertzale
au Pays Basque Nord**

SOMMAIRE

Préambule	5
PREMIÈRE PARTIE : de Bidart À Loiola (1992 - 2008)	7
1. De Bidart à Lizarra-Garazi (1992-1998) : période de bonnes « intuitions »	7
1.1. Dépassement des divisions au sein du mouvement abertzale et construction d'Abertzaleen Batasuna	7
1.2. Constitution du mouvement de jeunes qui se connecte avec la jeunesse d'Iparralde	8
1.3. Progression du mouvement populaire et activation de la société autour des revendications tactiques	8
1.4. Début de la ligne de construction nationale, structuration nationale et Lizarra-Garazi	9
1.5. Position de l'État français vis-à-vis d'Euskal Herria	9
2. De Lizarra-Garazi à Loiola (2000-2008) : étape de résistance	10
2.1. Nouvelle scission du mouvement politique et constitution d'EH Bai	11
2.2. Création et première étape de LAB	12
2.3. Divisions au sein de la dynamique de jeunes	12
2.4. Fonctionnement national déséquilibré	13
2.5. Mouvement populaire et activation de la société	13
2.6. Position de l'État	14
DEUXIÈME PARTIE : du changement de stratégie à nos jours (2009-2020)	17
1. Gestion de la nouvelle étape	17
1.1. Logique du processus politique : agir en tant que Peuple	17
1.2. Résolution des conséquences du conflit : d'Aiete à nos jours	18
1.3. Reconnaissance politique-institutionnelle : création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque	19
1.4. Renforcement et transformation du mouvement abertzale	20
1.5. La contribution de LAB, une nouvelle étape	22
1.6. Situation critique du mouvement de jeunes	23
1.7. Mouvement populaire et activation de la société	23
1.8. Position de l'État	24
2. Fonctionnement de la gauche abertzale	25
2.1. Cohésion insuffisante par rapport au nouveau cycle	25
2.2. Débat de la Direction	25
2.3. Nouvelle culture politique	26
2.4. Perte d'identité du mouvement	26
2.5. Fonctionnement national	27
PRINCIPALES CONCLUSIONS DU BILAN	29
1. Trajectoire générale de la gauche abertzale	29
2. Un nouveau palier pour le mouvement abertzale	30
3. Ipar Euskal Herria en quelques traits	31

Préambule

Ce document s'inscrit dans le cadre de la réflexion entamée par la gauche abertzale en Iparralde face au nouveau cycle politique. Notre communauté s'est construite et étendue dans tout l'Euskal Herria au cours des dernières décennies. La fin d'ETA a entraîné un changement profond en Euskal Herria, ainsi qu'au sein du mouvement, et la disparition de cette référence a eu un impact sur notre communauté.

Nous allons faire le bilan du point de vue de notre mouvement, compte tenu, bien entendu, des événements et des mouvements qui ont eu lieu dans chaque contexte, compte tenu de ce que nous sommes et sur la base de notre propre réflexion et de notre propre contribution. Le regard tourné vers le passé, sans pour autant vouloir offrir un récit exhaustif, mais afin de tirer des conclusions politiques communes pour l'avenir. Vu l'importante contribution de la gauche abertzale au mouvement abertzale d'Iparralde et au développement du processus de libération en général, il convient d'analyser, d'un point de vue critique et constructif, les décisions prises à certains moments de ce parcours, afin qu'elles nous servent à tracer la voie vers l'avenir.

Bien que la trajectoire historique de notre mouvement comporte différentes étapes, nous allons aborder ici deux périodes : la période avant et la période après le changement de stratégie. L'exercice comprend deux parties : le premier entre Bidart et Loiola (de 1992 à 2008), le deuxième depuis notre changement de stratégie jusqu'à nos jours (2009-2020). Autrement dit, à partir de 1992, car nous pensons que les évolutions de ces étapes renvoient à des débats qui nous sont utiles aujourd'hui.

PREMIÈRE PARTIE : de Bidart À Loiola (1992 - 2008)

Dans ce premier chapitre, deux périodes peuvent être clairement distinguées : celle avant la scission AB/Batasuna et celle après cette scission :

- La première période débute ainsi avec les arrestations effectuées à Bidart (1992) et se termine avec le point de départ de Lizarra-Garazi (1998). Une époque au cours de laquelle une série d'« intuitions » commencent à prendre forme.
- La deuxième période sera plus dure, car, d'une certaine manière, elle nous obligera à nous réfugier dans notre position de résistance. Cette seconde période s'étend de Lizarra-Garazi à après Loiola (2008).

1. De Bidart à Lizarra-Garazi (1992-1998) : période de bonnes « intuitions ».

Comme mentionné ci-dessus, c'est à cette époque que toute une série de bonnes « intuitions » commence à prendre forme :

1.1. Dépassement des divisions au sein du mouvement abertzale et construction d'Abertzaleen Batasuna

1. L'étape précédente (années 1980) est marquée par les conséquences de la division que la création d'Iparretarrak (IK) allait entraîner dans les bases abertzale. Cette division génère de fortes tensions et provoque une « dispersion » des abertzale de gauche en trois tendances/mouvements : EMA, EB et Patxa/Oldartzen.
2. En analysant ces divisions et disputes, au-delà de nos divergences sur les options choisies à l'époque, il nous faut reconnaître la contribution du combat mené par les sensibilités d'IK et d'EMA. Il faut mentionner à cet égard que ce combat contre l'État français a servi à renforcer l'existence du problème politique et qu'il a fini par contraindre Paris à ouvrir une phase de négociation, jusqu'alors inconnue. En effet, après l'accession des socialistes à la présidence française en 1988, des pourparlers sont engagés avec divers peuples en lutte, et une voie de négociation s'ouvre aussi en Euskal Herria. Des contacts ont lieu avec IK et aussi avec des partis du mouvement abertzale. En 1990, Pierre Joxe présente publiquement la proposition d'une Communauté d'Agglomération Pays Basque ; une proposition que la classe politique locale et les abertzale rejettent. Après cette phase de dialogue, la situation politique-institutionnelle, que nous avons connue jusqu'à récemment, se voit consolidée : Iparralde ne jouira pas de son propre cadre institutionnel. Mais les politiques d'aménagement du territoire tiendront compte de sa portée géographique.
3. À partir de 1992, la nécessité de surmonter la division des mouvements politiques est incontestable. Et commence alors, avec Herri Batasuna, l'organisation d'une Coordination de la gauche abertzale. Abertzaleen Batasuna est ainsi créée, en tant que coalition électorale, mais destinée à devenir plus tard un mouvement politique. Et, à partir de 1996, des pas sont faits dans ce sens. La gauche abertzale a joué un rôle très actif dans cette évolution, en s'investissant au niveau politique et militant en faveur de ce projet. Et c'est là la clé de son succès. Les résultats des élections cantonales de 1998 en témoignent.

Les mouvements précédents disparaissent (EMA et EB) et on peut affirmer que, avec AB, nous arrivons à construire les bases solides d'un nouveau mouvement politique.

1.2. Constitution du mouvement de jeunes qui se connecte avec la jeunesse d'Iparalde

4. La dynamique des jeunes générations a joué un rôle clé dans le développement du mouvement abertzale. Plusieurs générations se sont enchaînées au cours des différentes étapes, chacune apportant sa propre contribution. Au début des années 1990, le mouvement de jeunes était divisé. Il y avait quatre groupes principaux : le groupe autour de l'organisation ETA ; celui lié à IK ; à l'intérieur, celui articulé autour des zones rurales et de l'église, Euskaldun Gazteria ; et le groupe organisé autour de Patxa, aux caractéristiques anarcho-autonomes. Différents territoires et secteurs étaient ainsi activés dans toute leur diversité.
5. Le premier jalon dans l'établissement de relations entre les différentes tendances se produit au sein du mouvement étudiant, notamment avec la création d'Ipar Euskal Herriko Ikasleen Elkarte. C'est de ce vaste réseau et de la relation établie entre les membres des différents mouvements que surgit l'organisation Gazteriak, qui constitue un fait marquant, et avec une triple ambition : créer une organisation de jeunes susceptible d'influencer le mouvement de jeunes ; secouer le mouvement abertzale de gauche et lui donner un nouvel élan ; développer une vision nationale, en priorisant les relations entre les structures de part et d'autre de la frontière, dans un premier temps. La dureté du conflit politique de l'époque vient la frapper pleinement. Cependant, la répression « contribue » à favoriser l'adhésion et l'engagement.
6. Parallèlement, afin de surmonter la distance/rupture existante entre les jeunes de l'intérieur et de la côte, et d'offrir aux jeunes la voie abertzale, est créé, en 1996, le festival Euskal Herria Zuzenean, par l'association Piztu. Ce qui facilite l'accès au mouvement abertzale à une multitude de jeunes. Grâce à l'activité culturelle et au travail communautaire, les idées et les valeurs transformatrices de la construction d'Euskal Herria sont ainsi diffusées parmi de larges secteurs de la jeunesse.

1.3. Progression du mouvement populaire et activation de la société autour des revendications tactiques

7. Le mouvement populaire a été très important dans la dynamique du mouvement abertzale. Pendant des années, il a eu plus d'influence que le mouvement politique, à la fois du point de vue de la réactivation de la conscience populaire - à noter sa contribution à l'activité culturelle basque - et du point de vue de la construction d'instruments concrets. Et ce dans d'innombrables domaines, comme l'euskara, l'économie, le syndicalisme, la culture, l'agriculture... C'est certainement le principal moteur de la dynamique populaire. Cependant, il ne faut pas oublier que, avec le reste des abertzale, les militants de la gauche abertzale ont joué un rôle fondamental dans cet épanouissement, en intervenant dans différentes sphères et structures.
8. Nous avons, à l'époque, réfléchi sur la dynamique des masses et sur l'importance de l'activation de la société, et tiré quelques conclusions sur le point d'appui offert par les revendications tactiques pour activer la société. Dans le combat pour les prisonniers, la revendication d'amnistie est laissée en arrière-plan (ce qui provoque des tensions avec les militants d'EMA), pour s'attaquer à la dynamique « Presoak Euskal Herrira » (Prisonniers à l'Euskal Herria). Au niveau institutionnel, il est décidé de réactiver la revendication du Département Basque : en 1997, AB organise une manifestation, tandis qu'« Ehunen deia » (à l'appel

des 100) rassemble, en 1999, plus de 10 000 personnes à Bayonne. Même si, postérieurement, la gauche abertzale eut une vision critique de la dynamique en faveur du Département, force est de constater que, outre à réactiver la société, elle a servi à placer la question de la reconnaissance institutionnelle au centre du débat politique.

1.4. Début de la ligne de construction nationale, structuration nationale et Lizarra-Garazi

9. Il s'avère important de récupérer la perspective historique. Le mouvement abertzale d'Iparralde a toujours eu d'énormes difficultés à construire une véritable vision nationale, et aujourd'hui encore. D'une part, en raison des difficultés de conception du schéma politique, mais aussi du point de vue de la compréhension de la réalité d'Iparralde.
10. À la suite de la réflexion menée par la gauche abertzale dans tout l'Euskal Herria sur la stratégie au cours de la première moitié des années 1990, un saut qualitatif a été fait en faveur de la stratégie de construction nationale. La proposition d'alternative démocratique d'ETA de 1995, pour la résolution du conflit et la compréhension du développement du processus politique, est un fait marquant que l'on peut considérer comme le germe de Lizarra-Garazi. Le concept de construction nationale visait à offrir au mouvement populaire une catégorie politique, en lui reconnaissant une fonction motrice orientée vers le processus souverainiste. L'objectif était aussi de faire démarrer avec force ce moteur et de consolider le mouvement populaire dans une perspective nationale. En utilisant les revendications tactiques comme pilier de l'activation de la société, nous caractérisons la construction nationale comme une variable stratégique. Enfin, la stratégie de construction nationale prétendait offrir une issue à l'historique « problématique nationale » existante.
11. Dans le cadre de cette réflexion, des progrès ont été faits en faveur de la structuration nationale, par la création de nouvelles organisations et d'outils : Batasuna, Ekin, LAB, Askatasuna et Haika, ainsi que de projets de presse. Comme nous le verrons plus loin, cette décision, et l'évolution du contexte politique ultérieur, auront des conséquences pour la gauche abertzale et le mouvement abertzale.
12. Le processus de Lizarra-Garazi contribue de manière décisive à la vision nationale. ETA place sa vision nationale au centre de la position politique de cessez-le-feu. Un tournant important dans le contexte de cette époque, qui affecte également Iparralde. IK décide également de déclarer un cessez-le-feu, bien que les motifs et la lecture de cette décision ne soient pas les mêmes que ceux d'ETA. En Hegoalde, Lizarra-Garazi sera également un stimulant de la vision nationale des différents acteurs, dont le PNV et ELA. En ce sens, de grands progrès sont accomplis vers la construction nationale : la création d'Udalbiltza ; la création d'Euskararen Kontseilua, après les grands rassemblements qui ont lieu dans les stades de tout l'Euskal Herria.

1.5. Position de l'État français vis-à-vis d'Euskal Herria

13. Il convient de souligner ici l'importance de la dimension nationale. Le rejet de la proposition de Département, en 1981, est justifié par G. Defferre (Ministre de l'Intérieur de Mitterrand), par l'argument que le Département est la première étape

qui pourrait conduire à l'unification intégrale du Pays Basque, et qu'une telle unification ne serait jamais acceptée par les citoyens locaux. Or, la gestion de l'État français à l'égard d'Iparalde a toujours été basée sur la situation d'Hegoalde et les contacts avec l'État espagnol.

- À ce niveau, le mouvement abertzale a sous-estimé la perspective européenne intégrée dans l'analyse de l'État français. En particulier, depuis que F. Mitterrand est devenu président, l'objectif de l'intégration de l'Espagne en Europe a caractérisé la relation avec Madrid. La vision des français à cet égard était la suivante : l'Espagne avait dépassé la dictature et la lutte armée était totalement anachronique. Après des années d'exclusion, il fallait faire une place à l'Espagne dans l'Europe qui était sur le point de se construire. Dans cette perspective, il y avait deux dates clés : l'entrée de l'Espagne dans le marché commun, en 1986, et la projection européenne et internationale, en 1992 (Expo, Jeux Olympiques et célébrations 1492-1992). Par la suite, et jusqu'à nos jours, la France a maintenu une relation avec l'Espagne basée sur la construction européenne. En ce sens, il y a une idée-clé qui unit les deux États dans le contexte actuel : après le référendum écossais et la tentative catalane, et dans le contexte du bouleversement provoqué par le Brexit, la « balkanisation » de l'Union européenne n'aura pas lieu. Il n'y a pas de place pour la division de l'Espagne.
14. De même, une deuxième ligne sera déterminante dans la position de l'État français. Après les pourparlers de 1988, la position se consolide vis-à-vis d'Iparalde : pas de reconnaissance institutionnelle, mais les politiques publiques liées à l'organisation territoriale tiendront compte de sa portée géographique, en développant une ligne spécifique de coordination. Et c'est ainsi que sont créés « Pays Basque 2010 » (1992) et, plus tard, le Conseil de Développement (1994), le Conseil des Élus (1995), le pays « Pays Basque » (1997) et la Convention Spécifique (2000).
- Lors de la création de « Pays Basque 2010 », le sous-préfet de Bayonne déclare : « Tant qu'ils seront occupés par des questions d'organisation territoriale, ils ne poseront pas de bombes... ». Certes, dans un premier temps, Paris considère cette ligne comme une voie de « normalisation » politique. Et le secteur pragmatique du mouvement abertzale s'y implique rapidement.
 - Il nous faut reconnaître que cette voie aura d'autres effets en aval. En effet, la réflexion et la localisation des politiques publiques au niveau d'Iparalde par certains acteurs modifieront la perspective vis-à-vis du territoire et une nouvelle vision d'Iparalde commencera à se forger.

2. De Lizarra-Garazi à Loiola (2000-2008) : étape de résistance.

Cette période se termine avec la fin de Lizarra-Garazi et la rupture du cessez-le-feu d'ETA. La fin de Lizarra-Garazi est due à la division au sein de la gauche abertzale. En Hegoalde surgit Aralar et, en Iparalde, nous décidons de sortir d'AB et d'organiser Batasuna. Ce climat de division génère de grandes tensions au sein du mouvement. Le bilan met en relief les éléments suivants :

2.1. Nouvelle scission du mouvement politique et constitution d'EH Bai

15. Dans la ligne de la structuration nationale, le nombre de militants dans les structures de la gauche abertzale n'était pas très élevé, mais ces militants étaient idéologiquement formés et disciplinés. De plus, au sein du mouvement abertzale, il y a une perte de certaines références (la fin de l'EMA ou les alliances avec la droite) et la gauche abertzale réussit à maintenir sa position idéologique.
16. Cependant, dans ce climat de division, la gauche abertzale a tenu à jouer un rôle avant-gardiste, au lieu de miser sur le partage de cette tâche. Il faut reconnaître que pour ce faire nous manquions de capacités suffisantes et de reconnaissance de la part d'autres secteurs, perdant ainsi en partie une certaine crédibilité parmi les personnes qui nous avaient « soutenus » jusque-là.
17. Ainsi, nous sommes passés par une étape d'auto-affirmation, en entrant également en compétition aux élections avec AB et en mesurant nos rapports de force en fonction des résultats. En outre, les relations entre AB et Aralar se voient approfondies, l'exigence d'un cessez-le-feu d'ETA étant l'élément central de la confrontation avec la gauche abertzale. De plus, au-delà des sigles, plusieurs secteurs du mouvement abertzale s'orientent vers la reconnaissance institutionnelle d'Iparralde, à travers différentes dynamiques et instruments. Nous n'en faisons pas partie, et sommes généralement dans une position opposée. Avec tous ses hauts et ses bas, le temps a montré que cette voie a porté ses fruits, au point que la gauche abertzale décide de changer d'attitude à la fin de la décennie.
18. En outre, nous analysons d'un point de vue critique la création d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara, et d'autres dynamiques surgies dans ce domaine, en négligeant les progrès que cela représentait d'un point de vue de construction de pays et d'activation sociale. Malgré ces avancées, dans ce climat de division, nous n'avons pas su nous connecter avec cette réalité, alors que, dans ces secteurs et pendant des années, de nombreuses personnes ont montré leur adhésion à notre combat.
19. Ce bilan montre que la répression des États est également une variable à prendre en compte. Conscient de la possibilité offerte par Lizarra-Garazi d'ouvrir un nouveau cycle, lorsque sa rupture se produit, l'État espagnol lance une stratégie d'il-légalisation pour tenter d'annuler « définitivement » les conditions qui se présentaient. Cela affecte également Iparralde, où, bien que Batasuna et l'organisation de jeunes n'y étaient pas interdits, l'État français intervient dans cette stratégie, conditionnant ainsi notre activité. Et cela a également été très préjudiciable à la réflexion et à au fonctionnement national au niveau de la direction (zuzendaritza).
20. Cependant, compte tenu de l'évolution de l'époque, au cours de la seconde moitié de cette décennie, la gauche abertzale réussit à agir avec initiative politique, entamant différentes réflexions pour commencer à unir les forces abertzale de gauche, et situant la solution au conflit politique au niveau de l'État français. Cela se traduit par la proposition d'Uztaritze. Ainsi, la proposition et la matérialisation de la création d'EH Bai, en 2007, permettent de se présenter aux élections législatives en coalition. De même que la reprise des relations avec différents militants d'IK (le collectif Autonomia Eraiki). Finalement, nous décidons de miser sur EH Bai, au départ comme une coalition de partis (AB, Batasuna, EA).

2.2. Création et première étape de LAB

21. À la fin des années 1990, plusieurs militants de la gauche abertzale d'Iparralde ne s'identifient pas aux syndicats de l'État français et souhaitent créer une alternative. La création d'AB accélère ce besoin, puisqu'ils considèrent que la perspective sociale se verrait lésée dans ce nouveau consensus. D'autres membres du mouvement abertzale ne considèrent pas comme adéquate cette stratégie, pensant qu'il fallait influencer de l'intérieur les syndicats français. Ainsi, un groupe de travailleurs organisés à différents endroits, décident de créer LAB, qui deviendra le premier syndicat au niveau d'Euskal Herria, car, à cette époque, ELA ne fera pas ce pas.
22. Cela implique un pas en avant stratégique pour le mouvement abertzale, puisque les travailleurs et militants abertzale, qui jusque-là n'avaient pas de référence syndicale abertzale, allaient désormais disposer d'un instrument pour défendre leurs intérêts. Dans un premier temps, ce syndicat était très idéologisé, et reproduit en partie les défauts du fonctionnement national de la gauche abertzale en générale, en appliquant le modèle d'Hegoalde à sa situation spécifique.
23. Au cours des premières années, LAB subit un rejet total de la part du reste des syndicats qui, comme nous le verrons, va cependant évoluer lentement. Certes, l'existence d'un nouveau concurrent dans la sphère syndicale provoque un certain malaise et, de plus, s'agissant d'un syndicat abertzale au niveau d'Euskal Herria, ce projet vient remettre en question la seule vision et référence existante de l'État français. Le syndicat fait quelques progrès importants, avec notamment l'obtention de bons résultats aux élections prud'homales, résultats qu'il améliore au fil du temps.
24. En général, cette étape constructive n'est pas sans contradictions. Au sein du mouvement abertzale, certains secteurs ne voient pas l'importance de LAB et placent la lutte et les alliances sociales dans d'autres paramètres. De même, la gauche abertzale ne considère pas non plus totalement ce défi comme le sien.
25. Il convient également de noter que, contrairement à d'autres domaines du mouvement abertzale, aucune division ne se produit au sein de LAB et qu'il a continué à suivre sa propre voie, bien que marqué également par la tension générale, LAB étant une organisation de la gauche abertzale.

2.3. Divisions au sein de la dynamique de jeunes

26. L'organisation de jeunes Haika constitue une étape importante sur la voie de la structuration nationale. Bien que cette étape implique la nécessité d'aborder la stratégie nationale, celle-ci ne se développera pas réellement dans les années suivantes. Le cycle répressif qui commence en Hegoalde, tout spécialement contre les membres d'Haika, et l'interdiction de cette organisation a également des conséquences en Iparralde. On répond en tant que structure nationale à cette offensive répressive de l'État espagnol. L'interruption de la transmission, en raison de la situation de semi-clandestinité en Hegoalde et de la chute des directions, empêche la mise en place de moyens efficaces pour le développement de la stratégie nationale. De sorte que, et en raison de la diminution de l'adhésion de la société à la stratégie de la gauche abertzale, les difficultés pour se connecter avec la réalité de la jeunesse d'Iparralde augmentent.

27. Bien qu'au départ, Haika et Segi voient augmenter le nombre de leurs militants et renforcent leurs dynamiques, les lacunes de l'organisation nationale, et en particulier les divisions entre AB/Batasuna et Segi/les Démo, provoquent un affrontement constant. Dans le contexte du mandat d'arrêt européen contre les militants d'Iparralde, l'action de Segi se concentre principalement sur le renforcement de ses sigles. Dans la deuxième partie de la décennie, Segi se renouvelle avec une nouvelle génération et décide de miser sur des dynamiques propres à Iparralde, et de faire un pas en avant pour devenir un acteur actif dans le combat étudiant. Lorsque Batasuna fait une proposition d'autonomie pour Iparralde, Segi tente d'impulser une dynamique commune avec les jeunes d'Autonomia Eraiki. La dynamique Lurra eta Etxebizitza amorce une activation plus large ; peu de temps après, les arrestations effectuées dans le cadre de ces campagnes et le changement stratégique entamé par la Gauche Abertzale à l'échelle nationale conduiront à atténuer cette tendance.
28. Au cours de cette décennie, la division au sein du mouvement politique et de la jeunesse conditionne également la trajectoire d'Euskal Herria Zuzenean (EHZ). Avec des tentatives d'appropriation de l'outil par les deux parties et des difficultés de collaboration évidentes. Alors qu'EHZ se trouve entre la vie et la mort, la gauche abertzale décide de maintenir vivant le festival. Par ailleurs, bien que les premiers gaztetxe de Lapurdi, Baxe Nafarroa et Xiberoa soient plus anciens, c'est au cours de cette décennie qu'ils fleurissent. Localement, les jeunes commencent à mettre en pratique un autre modèle festif et de loisirs.
29. Lorsque la gauche abertzale entame les premières réflexions du changement de stratégie, et après l'analyse du contexte variable des années précédentes, Segi fait une analyse des souhaits et des besoins de la jeunesse d'Iparralde. Commence alors à prendre forme l'hypothèse d'une organisation de jeunes propre à Iparralde.

2.4. Fonctionnement national déséquilibré

30. La structuration nationale ne conduit pas à un fonctionnement national équilibré. Les critères nationaux étant bien souvent construits sur la base de la réalité de la Communauté Autonome Basque et les lignes et messages travaillés ne correspondant pas à la réalité d'Iparralde. Comme mentionné plus haut, cela crée d'énormes problèmes au sein du mouvement de jeunes, ainsi qu'au sein de Batasuna.
31. La création de différentes structures met rapidement en évidence le manque de cadres. Nous sommes incapables de créer les mécanismes pour enraciner la vision nationale au sein de la militance (dans certains espaces de direction, oui). En raison du manque de cette vision, la plupart de ceux qui avaient des responsabilités nationales en Hegoalde ne pouvaient pas les exercer en Iparralde, ce qui entrave la réflexion nationale, tout en doublant les postes à responsabilités.

2.5. Mouvement populaire et activation de la société

32. Comme déjà indiqué, pendant cette période, notre activité était surtout défensive et basée sur l'auto-affirmation. Les étapes vers la structuration nationale découlent de la théorisation sur la construction nationale. Mais notre ligne politique

n'arrive pas à s'enraciner en Iparralde. Et nous n'arrivons pas non plus à avancer dans la construction nationale.

33. À l'exception de la dynamique syndicale de LAB et de sa participation aux luttes sociales, nous n'arrivons pas à mettre en place de lutte sectorielle solide, malgré les tentatives dans le domaine du foncier et du logement. Cependant, nos militants sont bien impliqués dans certaines dynamiques larges : au sein du combat de LEIA contre l'autoroute 2x2 à l'intérieur, et, sur la côte, avec le CADE contre la LGV.
34. Il convient de souligner notre pari sur la ligne « Lurra eta Etxebizitza », qui sera pendant des années l'une des principales priorités de la gauche abertzale. Cela signifiait que nous voulions activer tous les leviers, pour que, face à la grave problématique dont souffrait/souffre Ipar Euskal Herria, un conflit se produise, des forces s'activent et des solutions soient proposées sur ce sujet. Les résultats de ce pari ne furent pas ceux escomptés puisqu'ils n'ont pas permis de créer le large mouvement populaire qui était souhaité. Toutefois, l'axe créé autour de « Lurra eta Etxebizitza » a produit des débats vifs dans la société en sensibilisant et activant les habitants et en structurant des mobilisations à forte affluence contre la répression.
35. De même, vis-à-vis des différentes initiatives organisées par Batera, nous nous montrons réticents, sans y participer totalement : entre 2006 et 2009, la collecte de 32 000 signatures, la mobilisation en faveur du Département Basque - qui rassemble 9 000 personnes -, la manifestation Deiadar en 2009... Comme mentionné ci-dessus, nous ne participons pas pleinement à cet espace collectif, qui rassemble de larges secteurs d'Iparralde, sans suffisamment considérer tout le potentiel que pouvait avoir une stratégie partagée.

2.6. Position de l'État

36. La gestion du Pays Basque devient, en grande partie, une gestion antiterroriste, entre les mains de la police et des juges du pôle antiterroriste, dans le sillon de la stratégie d'illegalisation adoptée par l'État espagnol. Il ne faut pas oublier que les deux États profitent de l'attaque des Tours Jumelles de 2001 pour accroître la répression contre le « terrorisme » dans le monde. De sorte que les ressources répressives utilisées dans la lutte antiterroriste sont énormes. Les États espagnol et français mobilisent de nombreuses ressources contre les infrastructures d'ETA, afin d'affaiblir au maximum notre stratégie.
37. Au cours de la décennie, la gauche abertzale se trouvait dans une dynamique « asphyxiante » de réponse à la répression, d'où elle ne sortait pas : il y avait près de deux cents prisonniers dans l'État français, des arrestations continuelles, des mandats d'arrêt européen... La majeure partie de notre force se concentrait sur la réponse, sans pouvoir développer notre ligne politique, tandis que d'autres secteurs faisaient des progrès à caractère stratégique (Demo, Laborantza Ganbara...). Il faut dire, cependant, que répondre aux attaques des États permettait de garder notre communauté unie. Avec le temps, nous prenons conscience de la nécessité de sortir de cette impasse et d'entreprendre de nouvelles voies. L'enlèvement de Jon Anza, dans une large mesure, provoquera une inflexion, parce que la réponse à ce grave fait ne pouvait rester qu'entre nos mains. Dans la dynamique de dénonciation de cette affaire, nous avons commencé à établir de nouvelles relations et à intérioriser un schéma qui nous a ensuite servi à créer un espace plus large.

38. D'autre part, lorsque diverses actions sont menées autour de Lurra eta Etxebizitza, en 2006, la répression contre les structures de la gauche abertzale s'intensifie, en harmonie avec les mesures d'illégalisation d'Hego Euskal Herria : l'opération Kalaka, l'opération contre Batasuna, l'approbation du mandat d'arrêt européen contre Aurore Martin... La ligne que nous avons nous-mêmes développée au long des années 2000 n'accroîtra pas le problème politique existant entre l'État français et Iparralde.
39. D'un point de vue politique, Paris mène sa gestion en « pilote automatique » : à partir de 1992, en poursuivant la trajectoire amorcée avec le Conseil de Développement, notamment à l'époque du Premier ministre D. de Villepin (2005-2007). Nous devons l'ouverture de la procédure judiciaire contre Euskal Herriko Laborantza Ganbara à M. Alliot-Marie (Ministre de l'Intérieur en 2007 et Ministre de la Justice en 2009).

DEUXIÈME PARTIE : du changement de stratégie à nos jours (2009-2020).

L'analyse de l'évolution et des possibilités du processus de libération, ainsi que du contexte social, politique et répressif, conduit la gauche abertzale à entamer une réflexion pour le changement de stratégie. Le changement est profond, puisqu'il permet de réaliser le saut d'une stratégie politique-militaire, qui a duré plusieurs décennies, à une stratégie exclusivement politique. Cependant, ce serait une erreur de considérer que ce changement se limite simplement à la fin de l'activité de l'organisation ETA ou à une forme de combat. Il s'agit de l'engagement politique de faire entrer Euskal Herria dans un nouveau cycle, autrement dit, d'avancer structurellement dans le sens de la souveraineté, du point de vue de Pays, et de faire du mouvement abertzale de gauche le moteur de ce processus.

C'est pourquoi nous proposons ici une lecture de la ligne politique et des différentes étapes qui ont suivi le changement de stratégie.

1. Gestion de la nouvelle étape

Le mouvement populaire et l'activation de la société permettent des avancées considérables en Iparralde, en tant que moteurs de la dynamique politique. Pour envisager des perspectives d'avenir, il est important de placer cet espace au centre de nos réflexions.

Avant d'aborder les détails de cette étape, il convient de noter que des changements sociaux, économiques et politiques sont en cours dans la société d'Iparralde, motivés par des dynamiques liées au mouvement abertzale et à la structuration du territoire, sans toutefois négliger d'autres tendances démographiques, sociales et économiques, qui influencent la transformation de la société. Dans une large mesure, nous devons réussir, dans les prochaines années, à articuler une stratégie et un mouvement adaptés à ces changements.

1.1. Logique du processus politique : agir en tant que Peuple.

40. La gauche abertzale a impulsé, ces dernières années, un changement dans les rapports de force, afin d'avancer vers la souveraineté d'Euskal Herria. Bien que s'agissant d'un processus de vision nationale, nous avons opté pour une stratégie confédérale pour avancer à travers des processus de structuration, en accord avec les réalités actuelles. Ainsi, Iparralde a suivi sa propre trajectoire fructueuse ces dernières années : un processus partagé entre différents acteurs et secteurs, avec toutefois un rôle important joué par la gauche abertzale. S'y inscrit là la contribution décisive d'ETA.

41. La confrontation entre Euskal Herria et l'État français est la principale caractéristique de cette nouvelle étape. Grâce à des années de travail, les idées politiques abertzale se trouvent au centre de l'agenda de larges secteurs d'Iparralde. Notre

schéma de travail consiste à accumuler la majorité sociale, politique et institutionnelle en leur faveur et d'agir en tant que Peuple. Bien que sa portée stratégique est indiscutable, on peut parler d'une alliance/collaboration tactique qui va au-delà des abertzale et de la gauche. Autrement dit, la construction de cadres de confiance pour atteindre les scénarios nécessaires et structurants comme Pays et l'exécution de stratégies conjointes.

42. Si ce processus politique aura la direction, la continuité et l'efficacité dont il a besoin, ce sera grâce au rôle moteur du mouvement abertzale de gauche. Au-delà d'un sigle ou d'une organisation, une réflexion commune, avec une vision de l'ensemble du processus souverainiste, l'accumulation de forces et la collaboration organisée entre nous seront des éléments fondamentaux. Nous parlons d'une alliance stratégique, qui va nous permettre d'impulser et de parcourir ensemble la trajectoire politique que nous devons suivre en Iparralde lors des prochaines années.
43. C'est pourquoi nous considérons que les progrès réalisés, et les éventuelles contradictions, que nous aborderons ci-dessous, doivent s'inscrire dans cette logique générale.

1.2. Résolution des conséquences du conflit : d'Aiete à nos jours.

44. Concernant la résolution du conflit, la gestion menée autour du mandat d'arrêt européen contre Aurore Martin a été importante pour les étapes suivantes. Ainsi, il a été possible de construire un mur pour empêcher son expulsion et conditionner la ligne répressive en général. C'est-à-dire, une grande accumulation de forces, jusqu'alors sans précédent. Cet important rassemblement de forces nous a fourni une base solide pour atteindre le jalon d'Aiete et franchir les étapes suivantes.
45. En 2011, nous avons réussi à franchir une étape historique à Aiete. En premier lieu, parce qu'elle a contribué à faire changer la perception qui existait jusqu'alors dans la société d'Iparralde : le conflit ne concerne pas seulement l'État espagnol, mais aussi l'État français. Dans cette déclaration, Paris est assimilé à Madrid. À noter la participation de représentants de toutes les sensibilités politiques d'Iparralde, affichant ainsi un schéma clair : Euskal Herria, un conflit, deux États.
46. Dans ce processus qui allait se construire, ETA a apporté une contribution fondamentale, la cessation définitive de la lutte armée étant la principale inflexion. Bien que l'Organisation progressait dans la perspective de faciliter le dialogue avec les États, son objectif était de contribuer à une situation dans laquelle nous puissions agir en tant que Peuple, de la manière la plus large possible, face aux deux États. Aussi, elle agit de la sorte face aux acteurs d'Iparralde. Pendant ce temps, la gauche abertzale élargissait considérablement ses relations, tant en Euskal Herria que dans l'État français, y compris au plus haut niveau.
47. Nous pouvons dire que la Déclaration de Bayonne de 2012 a été la clé pour les étapes postérieures. Ce consensus de vision de pays a permis de travailler dans les différentes directions du processus. Cependant, la voie de dialogue à développer entre ETA et les États était bloquée, et les États affichaient une claire volonté de faire échouer le processus, laissant l'espace de dialogue sans possibilités et s'efforçant de rendre le désarmement impossible, avec un énorme investissement policier et médiatique. Il faut reconnaître que nous étions confrontés à une situation à haut risque, dans laquelle les États étaient convaincus de la dissolution de l'Organisation par la police.

48. C'est dans ce contexte que surgit l'initiative de Luhuso, qui favorisera le désarmement et établira une nouvelle étape dans le processus de résolution du conflit. Bien que visant à éluder l'objectif des États, elle prétendait créer un nouveau scénario pour conduire le processus de résolution du conflit dans la perspective de Pays, afin de matérialiser le désarmement lui-même et d'accroître l'exigence des étapes ultérieures. Mais aussi, grâce à l'engagement des militants abertzale de différentes familles politiques, de faire un pas en avant ferme vers leur rapprochement, après des années d'éloignement. Il faut reconnaître l'enthousiasme et l'engagement de ces militants, ainsi que de la gauche abertzale, pour mettre fin aux blessures du passé et commencer un nouveau chemin.

- Une avancée réalisée en toute confiance envers le peuple et la gauche abertzale. En d'autres termes, sans aucune garantie ni conception politique des étapes ultérieures. ETA remet les armes au Peuple, mais, plus important encore, elle laisse la responsabilité du processus entre les mains du Peuple.

49. Depuis, la majorité sociale, politique et institutionnelle d'Iparalde s'est particulièrement impliquée dans la recherche d'une solution à la situation des prisonniers politiques basques (mobilisation de masse, institutionnelle, diplomatique...). En 2018, année de la dissolution d'ETA, des pourparlers sont engagés entre la délégation du Pays Basque et le gouvernement français. Un schéma pour parvenir à la solution commence ainsi à être construit, dont les principales réalisations sont les suivantes :

- Ouverture d'un espace de dialogue bilatéral dans le schéma Euskal Herria-État. (Non atteint dans le schéma ETA-État).
- Reconnaissance politique du collectif, son approbation étant une condition du processus.

50. Contrairement aux décennies précédentes, des progrès sont réalisés pour mettre fin à la dispersion : rapprochement des détenus de sexe masculin et autres mesures (DPS, libertés diverses...). Par la suite, ce processus connaît divers incidents, y compris des situations de blocage, car l'État n'a jamais eu la volonté de résolution (ni avec le désarmement, ni avec la question des prisonniers). C'est le combat large mené en Euskal Herria qui les force à prendre ces mesures. Ce qui montre clairement quelle est la manière de faire bouger l'État. Il est donc important de donner une plus grande dimension à ce qui a été réalisé dans la dynamique de résolution du conflit, car cette dynamique contribue à alimenter et à incarner un processus politique général, lié à la capacité de décision du peuple basque.

1.3. Reconnaissance politique-institutionnelle : création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque.

51. Si, dans le processus de résolution du conflit, la société civile organisée (différentes organisations : associations, syndicats...), les citoyens et les institutions s'unissent pour former un triangle, Batera fait un autre pas en avant important lors de la campagne en faveur de la Collectivité Territoriale. Dans le cadre de cette campagne, la création, en 2013, d'une « Coordination » permettra d'unifier trois domaines : Batera + Conseil de Développement + Chambre de Commerce et d'Industrie. Un espace qui mobilisera les citoyens dans la rue, avec la manifestation organisée en juin 2013. Il nous faut donc souligner cet accord de vision de Pays en faveur de la Collectivité Territoriale, dans le domaine de la reconnaissance institutionnelle.

52. Et reconnaître ainsi l'importante contribution politique de Batera, qui a permis d'établir les points de consensus fondamentaux pour l'avenir d'Iparralde, en faveur de l'officialité de l'euskara, de la Chambre d'Agriculture et de la reconnaissance institutionnelle. Il faut donc en conclure que l'activation est le fondement de la transformation de la conscience politique. La dynamique menée avec le Département a su adapter le contenu de la revendication, qui est passée de la catégorie « ordinaire » de l'administration française à l'exigence d'un statut spécifique pour Iparralde. Avec l'accélération du débat institutionnel, ces dernières années, le consensus affiché a été fondamental pour exprimer une position solide vis-à-vis de Paris. Le soutien de Batera à la Communauté d'Agglomération représente une étape importante, qui a permis de maintenir une position commune et de consolider la position des élus.
53. En ce qui concerne la Communauté d'Agglomération Pays Basque, il nous faut réaffirmer le pas qu'elle a supposé vers la consolidation de la territorialité. Nous aurions pu maintenir la revendication de la collectivité territoriale, qui aurait idéologiquement sa logique, mais il convient de rappeler qu'Iparralde aurait pu se retrouver sans véritable cadre de reconnaissance. Vu que la loi Notre entraînait la modification des portées géographiques des intercommunalités, l'ACBA aurait pu courir le risque de voir certaines communes de l'Agglomération de Seignaux y entrer, compliquant ainsi les possibilités de consolidation future d'une reconnaissance territoriale. La création de la Communauté d'Agglomération Pays Basque permet de faire un saut vers de nouveaux scénarios dans le processus souverainiste, que notre stratégie doit impulser et accélérer.
54. Enfin, la contribution de la gauche abertzale doit ici également être mise en évidence. Comme déjà mentionné, après près d'une décennie « hors » de cette dynamique, une décision claire a été prise de s'impliquer dans le processus d'institutionnalisation et de tracer une voie de consensus avec d'autres acteurs. En ce sens, la gauche abertzale a gagné en crédibilité.

1.4. Renforcement et transformation du mouvement abertzale

55. Nous considérons que le bilan de ces dernières années met en évidence le potentiel du mouvement politique de gauche que représente EH Bai. En premier lieu, compte tenu des possibilités d'organiser en son sein la militance abertzale de gauche. À titre d'exemple, l'enquête menée en 2012 a révélé le potentiel d'EH Bai de mettre en réseau les militants : 3 000 questionnaires ont été distribués, et 1 500 militants les ont remplis et renvoyés. On peut donc affirmer l'existence de conditions pour avoir une base militante beaucoup plus large que l'actuelle.
56. D'autre part, du point de vue de la force qu'elle peut avoir dans la sphère électorale et institutionnelle, l'évolution des résultats obtenus aux différentes élections est un élément qui témoigne du potentiel d'EH Bai. Chronique de ce succès électoral :
- En 2012, consolidation d'une étape importante en termes de résultats électoraux, qui montrent que le vote abertzale de gauche est un « élément clé ».
 - Aux élections municipales de 2014, confirmation de l'influence de notre vote. À noter l'importance de ces élections, avec l'élimination de la scène politique de certains éléments ayant eu une grande influence sur le blocage de la situation politique : J. Grenet (Bayonne), J. Espilondo (Anglet), D. Borotra (Biarritz) ou M. Alliot-Marie (Saint-Jean-de-Luz).

- EH Bai obtient de bons résultats aux élections cantonales de 2015, en étant la force la plus votée au premier tour.
 - Ce succès est entériné par les élections locales de 2020, qui représentent une nouvelle étape vers la prise de pouvoir. Nous avons conservé/gagné la direction de plusieurs communes et renforcé notre position dans la Communauté d'Agglomération Pays Basque, avec la possibilité mise sur la table d'en assumer la présidence.
57. Bien que les dernières élections montrent un renforcement et un bon positionnement du mouvement abertzale de gauche, elles se sont toutefois déroulées sans cohésion interne et entre disputes, notamment lors du second tour de Bayonne et lors de l'élection à la présidence. Au-delà du débat sur des manières de procéder inappropriées, ces problèmes semblent vraisemblablement liés à la lecture de la nouvelle étape politique. Différentes approches sont apparues lors de la prise de décisions importantes, ce qui n'est pas une mauvaise chose en soi, mais qui, dans un climat de méfiance, ont nui davantage à la cohésion du mouvement et ont partiellement masqué le renforcement politique. Au final, il n'y a pas eu de réflexion suffisamment approfondie sur la politique d'alliances des années à venir et sur sa portée, ni au sein de la gauche abertzale, ni au sein d'EH Bai. De sorte que toute décision prise dans de telles circonstances peut affecter sérieusement la nature du processus et la stratégie mise en œuvre.
58. Nous devons également tirer les leçons du sommet du G7 qui a eu lieu en 2019. Cet événement imposé au Pays Basque, dans l'analyse de la nouvelle situation de notre pays, dans la ligne politique et les alliances à développer, a mis en évidence au sein du mouvement abertzale des perspectives ne coïncidant pas. La gauche abertzale a agi avec responsabilité, en tenant compte notamment de la nouvelle phase politique d'(Ipar) Euskal Herria, des défis et des cadres de collaboration développés jusque-là. De même, dans l'organisation du contre-sommet, nous avons tissé des relations de confiance avec certains secteurs de la gauche française. Par contre, beaucoup d'autres ont parié sur la priorisation d'un autre type de ligne et d'alliances, mettant en évidence le choc entre les lignes et le problème structurel non résolu.
59. Au-delà du résultat et de la représentation institutionnelle, cette tendance au renforcement montre que les idées abertzale de gauche commencent à s'enraciner dans la société d'Iparalde et que le mouvement abertzale est devenu un acteur décisif dans le panorama social et politique. Être abertzale ne se limite plus à des bases idéologiques strictes. Si le moteur de progrès en Iparalde est le mouvement populaire et l'activation sociale, les possibilités et potentialités d'EH Bai se voient multipliées. Les initiatives mises en œuvre en ce sens n'ont pas été menées au nom ou sous l'étiquette d'EH Bai, mais elles ont augmenté les possibilités de capitalisation politique, car elles coïncident avec le projet de gauche et abertzale défendu d'un point de vue visant à gagner l'hégémonie des idées. Les résultats électoraux en sont un indicateur. Bien entendu, cela est également lié au travail effectué depuis des années par les militants au niveau local et à la gestion des campagnes électorales. Mais, en substance, ce soutien est basé sur la capitalisation de la dynamique générée en Iparalde.
60. Bien que la gauche abertzale a laissé entrevoir ses handicaps et a souvent commis des erreurs dans la trajectoire d'EH Bai, sa contribution et ses efforts sont indéniables. Non seulement à sa création, mais aussi l'investissement politique, militant et économique réalisé en témoignent. Cependant, nous n'avons pas encore réussi à définir correctement la contribution et la fonction de Sortu, ni à lui donner un coup de pouce politique/organisationnel. La non-implication de notre base militante/sociale dans cette tâche semble ainsi l'indiquer.

61. Le mouvement abertzale est complexe et, malgré le travail réalisé dans une même direction, nous n'avons pas encore réussi à atteindre une confluence suffisante, pour relever nos défis en tant que Peuple à travers une stratégie commune. En ce sens, il faut reconnaître la contribution des secteurs présents dans la dynamique en faveur d'Euskal Herriko Laborantza Ganbara et la sensibilité articulée autour de la fondation Manu Robles-Arangiz et de Bizi, depuis les années 2000, mais aussi ces dernières années en matière d'activation et de construction populaire. Comme déjà mentionné, en particulier concernant le processus de résolution du conflit, une approche et une collaboration approfondies ont été menées, ce qui a permis de développer une voie fructueuse. Ces étapes peuvent signifier une rencontre de sensibilités au sein du mouvement abertzale et une nouvelle alliance et l'engagement en faveur de la nouvelle étape. Par contre, dans le même temps, ces secteurs continuent à alimenter leur propre voie et leur espace, souvent sans montrer une volonté de partager des réflexions avec d'autres forces ou d'agir conjointement. Par conséquent, bien qu'une voie importante ait été engagée, la disposition de tous les secteurs en faveur d'une alliance stratégique à construire dans les années à venir au sein du mouvement abertzale, n'est toujours pas claire.

1.5. La contribution de LAB, une nouvelle étape.

62. Pendant qu'il prend sa place dans le panorama syndical d'Ipar Euskal Herria et élargit son offre de lutte aux travailleurs, LAB, avec le changement de phase politique, consolide sa contribution à ce processus. La ligne tracée en 2012 avec la campagne « Bertan erabaki » (Décidons localement) s'inscrit dans ce cadre. Avec la revendication d'espaces socio-économiques et de négociation propres, il propose une stratégie structurante pour Iparralde, et s'engage aussi dans la lutte pour la création d'une Communauté.
63. Par ailleurs, le soutien au syndicat n'a cessé d'augmenter ces dernières années, comme en témoignent les différentes élections. Il a ainsi fait le saut vers la fonction publique, avec des résultats importants, mais avec l'impossibilité d'être présent partout. Ce qui montre que l'importance de LAB dans les bases abertzale n'est pas suffisamment intériorisée, bien que la revendication d'un domaine de négociation propre peut connecter pleinement avec les intérêts des travailleurs, et renforcer la revendication du droit à décider.
64. Au fil des années, l'attitude marginalisatrice du reste des syndicats a beaucoup changé, notamment parce que LAB a réussi à se forger une place. En ce sens, il faut souligner son attitude constructive et sa collaboration permanente, en participant aux dynamiques de mobilisation qui se décident à Paris et à Pau, même s'il n'a pas la possibilité d'être présent dans les centres de décision. À noter également sa trajectoire au cours des cinq dernières années avec la CGT et son saut vers un nouveau schéma de travail les 1er mai 2019 et 2020.
65. En matière d'alliances, des difficultés sont toujours présentes dans la mise en œuvre de stratégies communes avec divers secteurs abertzale de gauche. Notamment avec l'espace représenté par Robles-Arangiz, Bizi, et le mouvement nouvellement créé, Alda. S'il est vrai que, au cours des dernières années, une dynamique d'alliances/collaborations clés a émergé dans le processus politique et la résolution du conflit, il n'en est pas moins vrai que, au niveau social, cet espace a principalement décidé d'approfondir sa propre voie. Ce sera un enjeu important pour l'avenir, car il affecte directement la portée des alliances qui seront proposées par la gauche abertzale.

66. Le mouvement lui-même n'a pas donné une dimension suffisante à la contribution de du syndicat abertzale, ni à sa fonction dans cette nouvelle étape politique. La possibilité de changements structurels sur la voie de la souveraineté est entre nos mains, si nous intégrons le volet socio-économique dans la stratégie générale et si nous considérons LAB comme un sujet prioritaire. Une responsabilité politique qui revient à la gauche abertzale, qui ne l'a toujours pas assumée.

1.6. Situation critique du mouvement de jeunes

67. Après l'étape précédente, et dans la perspective de la nouvelle phase, naît Aitzina, avec un objectif clair de rassembler les jeunes de gauche et abertzale, dans une organisation destinée à être une source d'espoir pour les nouvelles générations. Le flou entourant les premières années du nouveau cycle politique et la crise du mouvement de libération nationale prirent complètement au dépourvu les membres de la nouvelle organisation. On peut donc dire que, bien que stratégique pour le processus de libération, l'offre nécessaire à la nouvelle phase politique pour les nouvelles générations n'a pas été suffisamment réfléchie dans le mouvement lors du changement de stratégie.
68. Aitzina a connu quelques premières années dynamiques. Mais le fait que les militants soient organisés, année après année, dans un nombre toujours plus réduit d'eskalde, conduit au manque d'espaces naturels pour l'engagement des jeunes et, surtout, à l'impossibilité de prendre en compte la réalité de barnekalde dans la pratique politique de l'organisation. Malgré les nombreuses tentatives, tout au long de son parcours, de réinventer le modèle de militantisme nécessaire au combat des jeunes.
69. Pendant sept ans, l'organisation de jeunes a avancé vers la création de nouveaux espaces, pour l'accumulation de forces dans différents domaines de la jeunesse. Avec, au départ, des discussions avec EHZ, Euskaldun Gazteria et Azia, au sujet d'un front de la jeunesse. Aitzina impulsera le collectif de jeunes Oldartu, dont le but est de canaliser la colère des jeunes contre l'organisation du sommet du G7 à Biarritz. Au-delà du domaine de la jeunesse, elle a participé à divers points de rencontre et a favorisé les relations et la collaboration avec de nombreux acteurs.
70. Aitzina n'a pas réussi à être moteur, dans les gaztetxe ou dans la révision de fonctions d'outils comme EHZ, dans le renouveau et dans l'approche de la jeunesse en général, bien qu'elle y participe activement. EHZ a connu une perte de référence constante, au point d'être en difficulté pour remplir sa fonction d'activation et de sensibilisation de masse des jeunes et moins jeunes d'Ipar Euskal Herri et de France situés en dehors de notre ambiance politique. De même, pensant que les combats sectoriels des jeunes doivent être développés au sein d'Aitzina, la capacité à générer des mouvements de jeunesse autour de ces questions a fait défaut. Malgré la capacité à promouvoir une dynamique à court terme au lycée Etxepare, il n'y a eu pratiquement aucun contact avec les élèves d'autres établissements.
71. L'analyse de cette décennie montre que les acquis basés sur l'articulation de larges accords, la collaboration entre différents groupes et les mobilisations de citoyens, d'acteurs et d'élus ne se voient pas reflétés au niveau des jeunes. Il n'y a pas eu de rassemblement de forces pour répondre aux problèmes des jeunes ; en général, les jeunes ne se sont pas sentis intégrés aux processus susmentionnés et ils n'ont pas intériorisé la portée historique des réalisations. Toutes ces étapes tactiques et

le jeu d'alliances ont été étrangers à ceux qui pouvaient idéaliser la lutte de la phase précédente. Aitzina n'a pas su remplir son rôle de pont entre le mouvement abertzale et la jeunesse basque.

72. La gauche abertzale doit considérer d'un point de vue critique le fait de ne pas avoir rempli sa responsabilité d'éviter le déclin du mouvement de jeunes ces dernières années. Et notamment, au lendemain du changement de stratégie, et après la fin de la lutte armée, qu'aucun travail spécifique n'ait été réalisé pour l'activation de nouvelles voies de lutte. Une erreur, qui a eu des conséquences importantes à l'égard du positionnement du mouvement de jeunes. Impliquer les nouvelles générations dans la lutte de libération et faire en sorte qu'elles deviennent des actrices directes sur le chemin à parcourir est une responsabilité collective. Aujourd'hui, on constate une grande désorientation et une dispersion importante au sein de la jeunesse, mais il est vrai qu'il y a une jeunesse active de gauche et abertzale. Face à l'avenir, il convient d'accorder toute l'attention nécessaire à cette réflexion.

1.7. Mouvement populaire et activation de la société

73. L'activation de la société apparaît comme un élément fondamental. En ce sens, le travail de fourmi réalisé au quotidien au sein du mouvement populaire a eu des conséquences profondes dans les changements de perception et d'attitude de la société : les ikastola, le large réseau de producteurs bio, l'importance d'initiatives comme l'Eusko... Les outils pratiques issus de toutes ces dynamiques renforcent la structuration de notre pays. À un moment où le système traverse une crise profonde, le mouvement abertzale de gauche est devenu une référence dans la construction d'alternatives et a renforcé sa position dans le combat pour l'hégémonie en Lapurdi, Baxe Nafarroa et Xiberoa.
74. La gauche abertzale a cependant eu du mal à donner la dimension et l'impulsion nécessaires à ces dynamiques populaires ou nouvelles. Il faut toutefois reconnaître ce travail quotidien de notre base militante et sociale, très active dans ces réseaux et domaines différents. La question est de savoir comment, dans la nouvelle étape, situer les défis des différents domaines et faire de nouveaux pas en avant vers la souveraineté. Le mouvement abertzale doit faire en sorte que ces militants soient intégrés dans ses réflexions, afin que, tous ensemble, nous puissions avancer dans la même direction.

1.8. Position de l'État

75. Sans le moindre doute, l'État français a perçu le changement de stratégie de la gauche abertzale. Rappelons que, lorsqu'il était Premier Ministre, J.M. Ayrault, mentionnait dans ses déclarations (février 2017), après l'initiative de Luhuso, le lien direct entre la reconnaissance institutionnelle et la résolution du conflit. Dans cette perspective, l'atteinte d'un premier niveau de reconnaissance marque une étape importante dans la capitalisation d'Aiete pour Iparralde.
76. L'État français ne fait preuve d'aucune volonté politique à l'égard de la reconnaissance du peuple basque et d'autres revendications. Si, au cours des dernières années, il a changé de position sur certaines questions, c'est grâce à la force que nous avons réussi à articuler en Euskal Herria. On pourrait penser que cette nouvelle étape risque d'augmenter l'entête-

ment de l'État, sachant que, au fur et à mesure que nous avançons dans notre processus, les possibilités de souveraineté se multiplient. Cependant, si Euskal Herria est capable de conserver la détermination existante, la confrontation politique augmentera également, de même que le fossé avec l'État et la prise de conscience en faveur de la capacité de décision d'Euskal Herria.

2. Fonctionnement de la gauche abertzale

2.1. Cohésion insuffisante par rapport au nouveau cycle

77. Cette réflexion, que nous avons entamée, est née du manque de cohésion interne de la gauche abertzale. À cet égard, le saut d'une stratégie, qui a duré des décennies, à une autre a entraîné un grand changement en Euskal Herria. Les contextes sociaux, économiques, politiques ou internationaux ont également favorisé ces changements. Maintenant que la situation évolue rapidement, la gauche abertzale n'a pas réfléchi avec ses militants avec suffisamment de calme de tout ce que ces changements ont entraîné et vont vraisemblablement encore entraîner.
78. Ainsi, nous avons eu des difficultés à unifier et à intérioriser collectivement les lectures relatives à l'évolution des dernières années. C'est pourquoi aussi nous réalisons cet exercice sur le bilan des dernières années, afin de pouvoir tirer des conclusions collectives. En outre, nous n'avons pas suffisamment débattu du nouveau cycle et des étapes à suivre pour les prochaines années, notamment autour de plusieurs questions clés. Et comme nous sommes plongés dans une nouvelle étape, ces questions nous obligent inévitablement à prendre des décisions, généralement sans anticipation et dans un court laps de temps.

2.2. Débat de la Direction

79. Il s'agit d'un sujet de débat qui a émergé ces dernières années et il faut reconnaître à nouveau l'absence de la réflexion nécessaire à cet égard. Malgré certaines adaptations lors des dernières décennies, l'approche à l'égard de la direction s'est construite selon une stratégie qui, puisque nous abordons un nouveau cycle, doit être adaptée aux défis des temps nouveaux. Or, ce n'est pas le cas, et cela ne peut que nuire au processus politique en cours et au mouvement abertzale lui-même. On peut donc affirmer que cette question est également essentielle et l'une des raisons qui expliquent le manque de cohésion, car le manque d'une référence claire encourage la désorientation.
80. Au début de la deuxième partie, nous avons mentionné la logique du processus et la nécessité d'y inscrire l'approche et le modèle de gestion, en dépassant les modèles actuels. Il faut toutefois reconnaître que des progrès ont également été réalisés ces dernières années, notamment parce que la voie que nous partageons avec d'autres secteurs l'exigeait, en ce qui concerne notamment la voie de résolution du conflit et le processus d'institutionnalisation. Sans que ce soit pour autant le résultat d'une réflexion générale, menée collectivement au sein du mouvement.

81. On peut toutefois affirmer qu'il n'y a pas eu de capacité directive pour mener à bien la gestion que d'autres domaines réclamaient : liée au mouvement de jeunes, au syndicalisme, dans le domaine de l'euskara...
82. Entre-temps, des progrès doivent être réalisés sans délai sur cette question importante et clé pour l'avenir. La gauche abertzale a la responsabilité d'y contribuer, mais c'est au sein du mouvement abertzale qu'un nouveau modèle de direction doit être envisagé pour le nouveau cycle, axé sur la gestion du processus populaire et sur le rôle moteur des abertzale de gauche.

2.3. Nouvelle culture politique

83. Avec le changement de stratégie, nous avons fréquemment réécrit le concept de nouvelle culture politique. Et, dans la mesure où cette phase politique présente de nouvelles caractéristiques, la manière de militer doit également s'y adapter. Intériorisé par de nombreux militants, cela s'est traduit par un style différent dans diverses dynamiques. Par exemple, le travail effectué dans les villes et villages lors des élections, ou le travail réalisé avec d'autres secteurs dans le processus de résolution du conflit. Par contre, les militants de la gauche abertzale et nos bases souffrent encore de quelques maux du passé, qui ne correspondent pas à la situation actuelle. Pour les surmonter, nous devons en parler, lorsque nous nous retrouverons dans le débat du nouveau cycle.

2.4. Perte d'identité du mouvement

84. Ces dernières années, nous nous sommes affaiblis en tant que mouvement ou communauté. En raison de diverses raisons, dont notamment le long processus d'illégalisation. Il ne faut pas oublier que le changement de stratégie s'est produit dans ce contexte et, d'un point de vue positif, cela nous a permis de le surmonter, mais, d'un point de vue négatif, les conditions pour démarrer la nouvelle étape n'étaient pas les plus appropriées.
85. La gauche abertzale a fait plusieurs tentatives pour partager les défis avec la militance et la base sociale, mais elle a eu du mal à maintenir des contacts réguliers et à tisser des réseaux autour de différents projets. Nous avons également réfléchi à ce sujet à plusieurs reprises, mais sans continuité. Aujourd'hui, nous souffrons d'une grande faiblesse structurelle, y compris au sein d'EH Bai.
86. En ce sens, ces dernières années, il n'a pas été possible de rapprocher les nouvelles générations de jeunes à la gauche abertzale et de les impliquer dans un militantisme structuré. Bien que ce bilan aborde aussi l'organisation de jeunes, son lien avec le mouvement politique ne s'est pas produit et la pénurie de jeunes cadres commence à devenir un problème.
87. Les profonds changements que nous avons opérés soulèvent également une question : quelle est l'identité de la gauche abertzale dans cette étape sans ETA ? Il est vraisemblable que la nouvelle situation a provoqué une certaine désorientation de la militance et a endommagé ce sentiment de communauté. Ainsi, l'adaptation de nos revendications à la nouvelle situation (par exemple, la question des détenus) a abaissé le niveau d'adhésion. A l'avenir, il s'agira d'une question importante, comment faire pour se sentir partie d'une communauté et s'impliquer dans cette nouvelle étape de la lutte de libération.

2.5. Fonctionnement national

88. Depuis la dynamique de structuration nationale (Lizarra-Garazi et le lendemain), plusieurs instruments ont parcouru un chemin fructueux, dont notamment LAB et le projet de communication. Cependant, nous n'avons pas réussi à établir une véritable trajectoire nationale, car nous n'avons pas le même schéma de travail qu'au niveau national. Le fait que, en grande mesure, la ligne de construction nationale soit largement mise en retrait peut également y avoir contribué. De même que, à l'heure actuelle, l'absence de progrès significatifs dans l'alliance stratégique entre EH Bai et EH Bildu. Cette réflexion est nécessaire, car, dans cette nouvelle étape politique, la stratégie confédérale vise le processus de structuration nationale et il s'avère donc essentiel de concevoir un itinéraire national adéquat, pour guider ce processus en ces termes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DU BILAN

Le bilan des dernières décennies revêt une importance particulière dans le contexte social et politique que nous vivons. Grâce à la lutte menée durant des années par Euskal Herria et notamment par la gauche abertzale, nous sommes entrés dans une nouvelle phase politique. En Iparralde, nous avons fait des avancées notables en tant que peuple en matière de reconnaissance et de construction institutionnelle, de diffusion de l'abertzalisme et de diversification des relations politiques au sein d'un agenda commun. Tout cela ouvre de nouvelles opportunités de faire un saut politique. Cependant, l'irruption de nouvelles conditions fait apparaître en même temps des signes d'épuisement dans la stratégie et les pratiques qu'il nous faudra sans aucun doute renouveler en les projetant vers l'avenir. C'est pourquoi il est important de s'imprégner de la situation actuelle et de tirer les conclusions du passé pour lancer une nouvelle initiative politique qui nous permettra de faire un bond en avant.

1. Trajectoire générale de la gauche abertzale

89. Avec la naissance d'ETA et l'arrivée de la communauté des réfugiés, le projet abertzale connut un élan fort en Ipar Euskal Herria ; même si à l'époque, la gauche abertzale n'avait pas encore d'offre politique spécifique à Ipar Euskal Herria.
90. Avec le temps, et surtout à partir des années 1990, la gauche abertzale a élaboré une stratégie pour Ipar Euskal Herria, avec une ligne politique différenciée et adaptée à la réalité locale. Ce projet pour Ipar Euskal Herria a toujours été complété par une vision nationale, bien que ce processus ait été compliqué. Un des enseignements clés à tirer de cette trajectoire reviendra à bien intégrer la stratégie confédérale dans le processus de structuration d'Euskal Herria.
91. La gauche abertzale a aussi bien contribué aux différentes tâches de reconstruction du mouvement abertzale de gauche qu'au processus politique. Il faut reconnaître qu'il a aussi eu des échecs tout au long de ce parcours, mais l'évolution montre que ce chemin a été jalonné d'initiatives, avec la volonté d'agir conjointement aux différentes familles politiques du mouvement abertzale.
92. En conséquence du conflit politique, la stratégie répressive des États a directement impacté la gauche abertzale, conditionnant le développement d'une ligne politique continue sur laquelle concentrer les forces. Dans ces conditions, elle a malgré tout réussi à mettre en place de nouvelles initiatives politiques qui ont ensuite été fondamentales pour la dynamique de résolution des conséquences du conflit.
93. À mesure qu'elle a déployé cette ligne, elle est devenue une actrice politique incontournable pour le mouvement abertzale d'Ipar Euskal Herria, pour les autres secteurs politiques, mais aussi pour l'État français. C'est pour ce motif qu'il est important de définir quelle sera la suite de sa contribution.
94. Au cours de ce long parcours, elle a su marquer sa propre identité et construire sa propre communauté en Ipar Euskal Herria même si elle ne peut être comparable à celle présente en Hego Euskal Herria. De même, à l'avenir une réponse identique ne pourra pas être appliquée puisque les trajectoires et les réalités sont différentes.

95. Bien que le changement de stratégie et les initiatives politiques prises aient accru la capacité de la gauche abertzale à influencer le panorama d'Ipar Euskal Herria, **un affaiblissement interne se fait sentir ces dernières années**. Plusieurs décisions internes prises au profit du processus, et le manque de travail de relation suffisant avec la base militante ont eu des conséquences dans l'intériorisation du processus politique, mais aussi sur la confiance et l'adhésion au mouvement.
96. La gauche abertzale a malgré tout réalisé une importante contribution humaine, économique et politique dans différents projets et parfois à des niveaux de responsabilités : ikastolas, médias, jeunesse, municipalités... **Le travail et la lutte des militants de la base sociale** doivent être mis en avant. La capacité de mise en réseau de cette force n'a pas été à la mesure ce qui était escompté, et elle constitue un des piliers dans le pari vers l'avenir.

2. Un nouveau palier pour le mouvement abertzale

97. Dans cette période, les divisions, **les divergences et les tentatives d'unité** entre les différentes familles politiques du mouvement abertzale de gauche ont été constantes et manifestes. Dans ce processus tumultueux, la création d'EH Bai a été un tournant majeur, au point où elle incarne, aujourd'hui, la référence politique unique.
98. De même qu'à la gauche abertzale, **il faut reconnaître la contribution politique importante des autres secteurs** dans le développement du processus politique d'Ipar Euskal Herria. Même si nous ne sommes pas encore parvenus à une union des forces et à une stratégie commune, tous ces apports ont contribué à atteindre la phase actuelle. Les nombreuses initiatives et projets novateurs menés à différents niveaux en sont la preuve.
99. Il faut aussi souligner **le travail quotidien mené en commun au sein de la base sociale abertzale** en dépassant les divisions politiques. À ce jour, si d'un point de vue organisationnel, le mouvement abertzale de gauche a des faiblesses évidentes, il a également une solide base qui œuvre à la construction populaire par un travail au niveau local.
100. **Les revendications portées par les abertzale il y a plusieurs années ont été intégrées dans les agendas des autres acteurs**, et tout particulièrement celles concernant le processus d'institutionnalisation, la résolution des conséquences du conflit et l'euskara. L'abertzalisme de gauche s'est déplacé de la périphérie vers la centralité politique en devenant un référentiel politique de premier plan en Ipar Euskal Herria.
101. Maintenant, en vue de la prochaine étape, il doit avoir la capacité d'offrir **une nouvelle voie** et d'y réunir les forces en proposant un projet de gauche entièrement renouvelé. En somme, il faudra un saut en termes de proposition et de diffusion. Il sera donc crucial de clarifier avec qui il va développer cette offre.
102. **Le développement des idées abertzale** n'intervient pas uniquement en direction des autres acteurs, mais plus globalement au sein de la société. Un des indicateurs est la capitalisation politique dans les différents scrutins électoraux. Les carences actuelles en offre de projets et de dynamiques politiques sont manifestes, mais dans la mesure où l'idée d'un pouvoir décisionnel local progresse, de nouvelles opportunités apparaissent pour l'avancement du processus de souveraineté.

103. Avec les changements apportés ces dernières années, le **pilotage du processus politique et la direction du mouvement abertzale de gauche** sont devenus des enjeux fondamentaux. L'incapacité de mener la gestion du processus, les réflexions et les décisions en tant que mouvement uni est en grande partie à la source des vifs débats de ces dernières années. Considérant que nous sommes dans une nouvelle phase, et de façon à être efficaces devant les futurs enjeux, nous devons faire un pari commun entre le plus de secteurs possible du mouvement en direction d'un nouveau modèle. En faisant le pari d'un travail collectif, construit ensemble, nous devons composer un accord politique intégral avec la majorité des secteurs.

3. Ipar Euskal Herria en quelques traits

104. Des changements importants ont eu lieu dans la réalité sociale et politique d'Ipar Euskal Herria au cours des dernières décennies. Bien qu'il n'ait pas été linéaire et totalement structuré, un projet propre a été mené grâce à l'initiative conjointe du mouvement abertzale et d'autres acteurs sociaux et politiques. Les avancées de cette dernière décennie ont apporté un saut important face à l'État français et cette trajectoire a aussi eu une influence dans la société.

105. Parallèlement, la crise de l'État français et le projet d'imposition et de centralisme ont généré un plus grand degré de dissociation dans les différents secteurs de la société, donnant corps à un sentiment vers Euskal Herria. Une identité propre est en cours de construction ce qui ouvre de nouvelles opportunités.

106. Dans tous les cas, l'avenir nous tend des inquiétudes et des défis importants à relever. C'est tout particulièrement le cas concernant les difficultés et les risques que peuvent entraîner la transformation à apporter aux communes urbaines ou encore le phénomène de croissance démographique.

107. La situation sociale, économique et écologique doit aussi être une variable fondamentale dans ces changements qui se produisent. Bien que la crise sanitaire ait accentué la précarité et l'instabilité, les conséquences découlant du système capitaliste sont plus grandes. De même, le modèle social, économique et écologique ne peut être comparé à celui d'il y a plusieurs décennies. À l'avenir, la stratégie sociale, économique et écologique doit devenir un élément central du processus.

108. En définitive, nous concluons qu'il y a clairement des conditions pour faire des pas en avant sur le chemin vers la souveraineté en Ipar Euskal Herria et qu'il peut apporter une contribution politique importante au processus de structuration d'Euskal Herria dans les prochaines années. De fait, il incarne déjà une entité propre au regard du processus et notre enjeu sera de produire de nouveaux sauts dans le processus général de libération.

TALDE DINAMIZATZAILEA

Euskal Herrian, 2021eko urtarrilean

